

REPUBLIQUE DU TOCHAD
PRESIDENT DE LA REPUBLIQUE

== NOTE - TRAVAIL - PROGRES ==

(/ISA : S.G.C.

☐ R D O M N A N C E N°/P.R/91
PORTANT JUDICER GENERAL POUR 1992

LE PRESIDENT DE LA REPUBLIQUE
PRESIDENT DU CONSEIL DES MINISTRES

CHEF DE L'ETAT

91

(/u la Charte Nationale ;

(/u le Décret n° 001/PR/91 du 1er Mars 1991, portant publication de la Charte Nationale ;

(/u le Décret n° 002/PR/91 du 4 Mars 1991, portant nomination du Premier Ministre ;

(/u le Décret n° 060/PR/91 du 15 Mai 1991, portant organisation du Gouvernement ;

(/u le Décret n° 064/PR/91 du 15 Mai 1991, portant attributions du Premier Ministre ;

(/u le Décret n° 062/PR/91 du 15 Mai 1991, portant Délégation de Pouvoirs au Premier Ministre et aux Ministres ;

(/u le Décret n° 1259/PR/91 du 12 Décembre 1991, portant remaniement ministériel ;

(/u la Loi Organique n° 11/62 du 11 Mai 1962, relative aux lois des Finances ;

(/u l'Ordonnance n° 28/PR/85, portant modification de la Loi Organique n° 11/62 du 11 Mai 1962 et instituant la nomenclature et la Codification des Ressources et des Charges du Budget de l'Etat.

Le Conseil des Ministres entendu en ses séances des et Décembre 1991.

Après avis du Conseil Provisoire de la République en date du Décembre 1991

☐ R D O M N E

I - DISPOSITIONS FISCALES

ARTICLE 1er/- Sous réserve des dispositions de la Présente Ordonnance, la perception des Impôts, Contributions,

.../...

taxes directes ou indirectes, des produits et Revenus Publics continuera d'être opérée en 1992 au profit de l'Etat et des collectivités Publiques conformément aux textes en vigueur.

ARTICLE 2/ - Les dispositions du Code Général des Impôts sont modifiées comme suit :

Article 106/ du Code Général des Impôts est modifié comme suit :

Le taux de la retenue à la source de l'Impôt sur le Revenu des Personnes Physiques ^{sur} les achats ou ventes en gros effectués par des personnes physiques auprès des grossistes ou demi-grossistes est porté de 1 % à 2 % pour compter du 1er Janvier 1992.

Ce précompte est étendu aux importations faites par les personnes physiques sur la valeur en douane.

L'enlèvement des marchandises est subordonné au règlement du précompte auprès de la Régie des Recettes de la Direction des Impôts et Taxes qui sera créée à cet effet.

Les Sociétés soumises à l'Impôt sur les Sociétés et les Entreprises individuelles assujetties aux bénéfices industriels et commerciaux selon le régime réel d'imposition peuvent obtenir pour chaque enlèvement et après examen de leur situation fiscale une attestation d'exemption de la retenue visée à l'article 106 ter ^{projeté} Cette attestation leur sera délivrée par la Direction des Impôts et Taxes.

ARTICLE 3/ - Article 106 ^{quatre-vingt} ~~cinquante~~ du Code Général des Impôts (nouveau).

Le Trésor est tenu d'opérer une retenue à la source de :

- 2 % sur les paiements qu'il effectue sur les marchés et bons de commande de fournitures, travaux et prestations de service au titre d'acompte de l'Impôt sur le Revenu des Personnes Physiques (IRPP)

- 10 % en sus sur les paiements qu'il effectue sur les travaux et prestations de service au titre d'acompte de l'Impôt sur le Chiffre d'Affaires intérieur (ICAI).

Le Trésor est tenu de communiquer mensuellement la liste de ces redevables, leur adresse, le montant du chiffre d'Affaires et de la retenue à la source opérée ainsi que la nature des prestations effectuées.

.../...

*ajouté les organes
fisc. - étatique.*

ARTICLE 4/ - Article 742 du Code Général des Impôts à ajouter.

Le tarif des activités relevant du tableau B du Barème des patentes et licences est porté de 6 % à 20 % pour compter du 1er Janvier 1992.

Sont classées au Tableau B des présentes dispositions les activités ci-dessous :

Brocanteurs-Matélassiers-Depôts Pharmaceutiques-Discothèques-Vidéo-Club-Exportateurs de Vinde-Grilleaux de Vinde-Igliceries-Location et Vente des cassettes Vidéo-Transporteurs de terre, gravier, sables, remblai et autres matières minérales.

ARTICLE 5/ - Article 136 bis du Code Général des Impôts (à ajouter)

Les exonérations et exemptions fiscales et douanières accordées en vertu du Code Général des Impôts, du Code des Douanes et du Code des Investissements ne peuvent être accordées que par le Ministre des Finances sur avis des Services Techniques concernés.

ARTICLE 6/ - Article 136 ter du Code Général des Impôts (à ajouter.)

A compter du 1er Janvier 1992, les Sociétés et Entreprises soumissionnaires à des projets financés sur des fonds extérieurs (Dons ou prêts) sont soumis au régime de droit commun au regard des impôts, droits et taxes suivants : IS, IRT, patente, Droits d'enregistrement.

ARTICLE 7/ - Les dispositions de l'article 8 de l'Ordonnance 003/PR/89 modifiant l'Ordonnance 042/IR/88 du 31/12/88 portant Budget Général pour 1989 instituant la taxe de TVA/IMPOT aux taux de 3 % sont abrogés.

ARTICLE 8/ - Il est institué un quitus fiscal pour compter du 1er Janvier 1992 établi au nom des personnes physiques et morales qui accomplissent l'une des opérations visées à l'article 9.

.../...

ARTICLE 9/ - La présentation du quitus fiscal est obligatoire pour l'accomplissement des opérations et actes suivants

- Délivrance de licence d'importation et d'exportation ;
- Soumission à des marchés publics et parapublics ;
- Délivrance de bons de commande d'un montant égal ou supérieur à 250.000 F/CFA de l'Etat, des collectivités locales et des Etablissements Publics et parapublics ;
- Délivrance des titres fonciers ;
- Délivrance des cartes grises des véhicules à usage commercial ;
- Délivrance de Permis de conduire ; → à suivre
- Sortie du Territoire National en ce qui concerne les ressortissants des pays étrangers résidents au Tchad.

69. *noter l'importance de ce qui concerne les STEG, CNPS, OPS, etc.*

ARTICLE 10/ - Le quitus fiscal a une validité de trois (3) mois. Il est établi et renouvelé conjointement par les services de la Direction des Impôts et Taxes, les services de la Direction des Douanes et Droits indirects et les services de la Direction du Trésor et de la Comptabilité Publique.

En province, ces formalités sont effectuées par les services de trois (3) Directions. Toutefois, la validité de ce quitus fiscal peut être portée à douze (12) mois au plus pour les personnes physiques ou morales effectuant des opérations suffisantes.

*ARTICLE 11/ - Les dispositions des articles 61-4°-5° et 66-2 alinéa du Code Général des Impôts instituant le certificat de départ sont abrogées.

ARTICLE 12/ - Les dispositions de l'article 2 de l'Ordonnance 039/79/MP du 31/12/1965 modifiées par l'article 3 de l'Ordonnance 029 portant Budget Général pour 1968 sont modifiées comme suit :

.../...

Article 2 (nouveau) Les taux de redevance minière sur l'extraction des réseaux de carrière (substances minérales ou concassables) sont modifiées comme suit :

- L'extraction de gravier concassé..... 1.500 F/m³
- L'extraction de pierres et moellons de carrière..... 550 F/m³
- L'extraction de gravier roulé..... 950 F/m³
- L'extraction de cailloux de surface, d'arçille et de sable..... 250 F/m³
- L'extraction de terre, de remblai et de latérite..... 200 F/m³

ARTICLE 13/- Les dispositions de l'article 2 de l'Ordonnance n° 032/PR portant Budget Général pour 1990 et modifiant le tarif de la taxe de circulation sur les véhicules à moteur prévu par l'article 656 du Code Général des Impôts sont modifiées à compter du 1er Janvier 1992 comme suit :

- 1)- Aéronafts : 18.750
- 2)- Scooters : de 50 à 125 cm³..... 5.625
- de 126 à 250 cm³..... 8.435
- de plus de 250 cm³..... 9.375
- 3)- Taxis, cars autobus et autres véhicules dont le nombre de places assises réservées aux passagers :
 - n'excède pas 9 places..... 46.675
 - excède 9 places sans dépasser 17 places..... 65.625
 - excède 17 places..... 75.000
- 4)- Tracteurs..... 26.125
- 5)- Remorques et semi-remorques : le tarif est le même du tarif appliqué aux véhicules de même tonnage.

.../...

6)- Valeurs particulières :

- de 2 CV à 3 CV.....	18.750
- de 4 CV à 5 CV.....	22.500
- de 6 CV à 7 CV.....	26.125
- de 8 CV à 9 CV.....	30.000
- de 10 CV.....	31.675
- 11 CV.....	35.625
- 12 CV.....	37.500
- 13 CV.....	39.375
- 14 CV.....	42.190
- 15 CV.....	46.075
- de plus de 15 CV.....	56.250

7)- Véhicules utilitaires à partir de 1.001 Kgs de charge utile :

- de 1.001 kgs à 1.500 kgs.....	20.125
- de 1.501 kgs à 2.000 kgs.....	30.000
- de 2.001 kgs à 2.500 kgs.....	31.075
- de 2.501 kgs à 3.000 kgs.....	32.750
- de 3.001 kgs à 4.000 kgs.....	35.625
- de 4.001 kgs à 5.000 kgs.....	37.500
- de 5.001 kgs à 6.000 kgs.....	39.375
- de 6.001 kgs à 7.000 kgs.....	41.250
- de 7.001 kgs à 8.000 kgs.....	45.125
- de 8.001 kgs à 9.000 kgs.....	45.000
- de 9.001 kgs à 10.000 kgs.....	46.875
- de 10.001 kgs à 11.000 kgs.....	50.625

.../...

- 7 -

- de 11.001 kgs à 12.000 kgs.....	54.375
- de 12.001 kgs à 13.000 kgs.....	55.125
- de 13.001 kgs à 14.000 kgs.....	61.875
- de 14.001 kgs à 15.000 kgs.....	65.625
- de 15.001 kgs à 16.000 kgs.....	69.375

LE PASTIL SANS CHANGEMENT.

ARTICLE 14/- Le taux de la taxe unique sur le Tabac et les cigarettes ^{impôts} est porté de 500 à 1.500 F.

II - EVALUATION DES RESSOURCES

ARTICLE 15/- Les recettes budgétaires affectées à la couverture des dépenses de fonctionnement de l'Etat et aux dépenses en Capital du Budget d'Investissement Public groupés sous les différents titres du Budget Général de l'Etat sont évaluées pour 1992 à la somme de : **34.800.000.000 FCF** La ventilation de ces ressources par titre, Section, Chapitre et article est donnée par le tableau de l'annexe I de la présente Ordonnance.

- Recettes courantes pour le Budget de Fonctionnement

Titre I : Recettes fiscales..... **29.310.000.000 FCF**
 Titre II : Recettes non fiscales..... **5.490.000.000 FCF**
 Titre III: Recettes en Capital.....

- Recettes Extraordinaires affectées au Budget d'Investissement Public : **83.823.436.000 FCF**

Titre IV : Aides, dons et Subventions affectés aux Investissements Publics; **59.035.186.000 FCF**
 Titre V : Emprunts Extérieurs affectés aux Investissements Publics; **24.788.250.000 FCF**

III - EVALUATION DES DEPENSES

ARTICLE 16/- Les plafonds des crédits applicables aux dépenses de fonctionnement de l'Etat et aux dépenses en Capital du Budget d'Investissements Publics groupés sous les différents titres du Budget Général de l'Etat sont évalués pour 1992 à la somme de : **48.890.000.000 FCF**

La ventilation de ces dépenses par titre, Section, Chapitre et Article est donnée par le tableau des annexes I et II de cette Ordonnance.

- Dépenses courantes du Budget de Fonctionnement

Titre I : Service de la dette..... **F.M**
 Titre II : Dotation de Pouvoirs Publics..... **43.692.000.000 FCF**
 Titre III : Intervention de l'Etat et Transferts courants **5.198.000.000 FCF**
 Titre IV : Dotation aux amortissements de la dette Publique à la charge de l'Etat.

- Dépenses du Budget d'Investissements Publics : 83.823.436.000 FCFA

Titre V : Equipement, Investissement et transferts en capital

ARTICLE 17/- Le montant des autorisations des programmes des crédits d'engagements et des crédits de paiement ouverts aux Ministères et Institutions Publiques pour les dépenses en capital du Budget de l'Etat est arrêté à la somme de :

- Autorisation de Programme : 225 602.131.000 FCFA 569 392 860 000 ?
 - Prêts : 83.937.324.000 FCFA
 - Dons et Subventions : 141.664.807.000 FCFA

ARTICLE 18/- Le Gouvernement est autorisé au nom de l'Etat Tchadien :

- 1) A contracter des emprunts extérieurs ou à recourir à des aides, dons et subventions extérieurs pour financer le déficit du Budget de Fonctionnement.
- 2) A contracter des emprunts à concurrence de 83.937.324.000 FCFA pour financer les projets pluriannuels faisant l'objet des autorisations des programmes dans les Budgets intérieurs et à procéder au tirage sur prêts en 1992 pour un montant maximum de : 24.788.250.000 FCFA-Trouces couvrant les crédits de paiement inscrits au Budget d'Investisse ont public.

c) A recourir à des aides (dons et subventions) en 1992 pour un montant de 59.035.186.000 FCFA couvrant les crédits de paiement inscrits au budget d'Investissements Publics.

ARTICLE 19/- Les emprunts que le Gouvernement est autorisé à contracter au nom de l'Etat sont des emprunts de marché extérieur auprès des pays et Organismes étrangers ou auprès des Organismes internationaux mais à des conditions très concessionnelles fixées par convention à passer avec un organisme financier.

Tous les conventions doivent être approuvées par un acte législatif.

.../...

IV- DISPOSITIONS DIVERSES

ARTICLE 20/- Les dispositions de l'article 139 de l'Ordonnance n° 15/78/86 portant Statut Général de la Fonction Publique sont modifiées comme suit :

AU TITRE DE

Article 139/ La limite d'âge, pour être mis à la retraite est fixée à 60 ans, sauf dispositions spéciales des Statuts particuliers.

LIRE

Article 139 (nouveau) : La limite d'âge, pour être mis à la retraite est fixée à 55 ans, sauf dispositions spéciales des Statuts particuliers.

ARTICLE 21/- Dans le but de réorganisation des Services Publics, les dispositions suivantes continueront d'être appliquées en 1992.

a) Tous les agents de l'Etat atteints par la limite d'âge feront l'objet d'une mise à la retraite d'office et ce qui concerne les fonctionnaires et d'un dérogement immédiat des services publics pour les autres catégories d'agent.

b) Le Ministre de la Fonction Publique et du Travail établira en collaboration avec les autres départements intéressés un plan de mise à la retraite par anticipation, réversion ou licenciement des agents, fonctionnaires ou non dont le rendement est jugé insuffisant pour la bonne exécution du service en fait l'emploi n'est pas indispensable.

c) A partir du 1er Janvier 1992, toute intégration ou recrutement à la Fonction Publique est suspendue. Sont exemptés les lauréats des Ecoles Professionnelles, les médecins et les enseignants.

.../...

ARTICLE 22/- Les fonctionnaires de l'Etat (Civils ou militaires) n'ayant pas atteint la limite d'âge mais ayant dépassé quinze (15) ans de service peuvent, sur leur demande et après accord du Chef de leur département et du Ministre des Finances être mis à la retraite par anticipation.

Ces fonctionnaires ou agents de l'Etat qui prennent ainsi leur retraite bénéficient de trois (3) mois de salaire intégral et de trois (3) mois de congé au moment de leur départ.

ARTICLE 23/- Les concours professionnels institués par l'article 2 de l'Ordonnance n° 12/5/CSN/MTBM DU 31/12/1976 portant Budget Général pour 1977 ^{24/12} et les ~~concours d'entrée dans les écoles professionnelles ainsi que pour prévue~~ par tout autre texte sont suspendus en 1992.

En tout état de cause, les concours d'entrée dans les écoles professionnelles se feront par promotion et après avis du Ministre des Finances

....//...

ARTICLE 24/- Chaque Ministre étant responsable de la gestion des recettes et dépenses effectuées par son département il devra assurer le suivi de la liquidation des recettes qui sont la compétence de ses services, veiller au bon emploi des crédits qui lui sont ouverts ainsi qu'à l'exacte application de la réglementation sur la comptabilité publique.

ARTICLE 25/- Chaque trimestre, les Ministres sont tenus de faire parvenir au Ministère des Finances, la situation des crédits budgétaires et la situation des recettes des différents services de leurs départements.

ajouté l'indication de la commission ministérielle chargée du recensement des recettes.

Afin de contrôler les engagements de toute nature et les contenir dans les limites des financements possibles, le Ministre des Finances est autorisé à fixer un rythme trimestriel de consommation des crédits pour les dépenses de matériels figurant aux divers chapitres.

Les Ministres ayant la tutelle des établissements publics et des organismes d'Etat doivent attirer l'attention des responsables des dits établissements qu'ils doivent chaque année, lors de la présentation du Budget du département, soumettre à la commission budgétaire, leurs projets de budget ainsi que toute création ou modification des textes relatifs aux recettes afin de les insérer dans la loi des Finances.

ARTICLE 26/- Pour l'année 1992, le Ministre des Finances est autorisé à recourir à des avances susceptibles d'être consenties au Trésor public par la Banque des Etats de l'Afrique Central (B.E.A.C) dans les conditions fixées par les statuts de cet établissement ainsi qu'à toute autre formule.

.../...

V- DISPOSITIONS FINALES

ARTICLE 27/- Toutes les dispositions antérieures non contraires à la présente Loi sont maintenues.

ARTICLE 28/- La présente Loi sera enregistrée et publiée au Journal Officiel de la République./-

FAIT A N'DJAMENA, LE

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE